

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Augmentez les salaires !**

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 28 février 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Depuis 30 ans, à Droite mais, malheureusement, aussi parfois à gauche (Jacques Delors et le blocage des salaires en 1983), on nous explique que la cause déterminante de l'inflation c'est l'augmentation des salaires.**

Cette explication vient de faire magistralement la preuve de son inefficience. Les salaires ont stagné, voire reculé, au cours des 5 dernières années et pourtant l'inflation s'emballé : de 2,8 % à 4 % d'augmentation selon les indices sur une seule année.

Selon l'Insee, sur un an, les combustibles liquides ont augmenté de 34,8 %, les carburants et lubrifiants de 16,6 %, le coût d'utilisation des véhicules personnels de 8,9 %, le lait, le fromage et les oeufs de 8,7 %, l'électricité, le gaz et les autres combustibles de 8,1 %, les huiles et graisses de 7,3 %, le tabac de 6,3 %, les fruits de 5,5 %...

Cela n'empêche pas la Banque Centrale Européenne de froncer ses épais sourcils à la suite des augmentations de salaires arrachées la semaine dernière par les sidérurgistes allemands et de tempêter : « La BCE ne tolérera pas de spirale inflation-salaire ». Jamais cependant cette institution soi-disant indépendante n'a mis en garde contre la spirale profits-inflation. C'est pourtant bien cette spirale qui est à l'origine de l'inflation actuelle.

Dans la composition d'un prix, en effet, il n'y a pas seulement les salaires mais aussi les profits réalisés aux différents stades de la production et de la vente. Au total, le prix de chaque produit peut être ramené à une addition de salaires et de profits. Le prix des matières premières comme des produits finis ou des machines-outils.

Les salaires n'augmentent pas, les responsables sont donc évidents : les profits qui ne cessent d'augmenter et de se répercuter sur les prix. Des profits dont la majeure partie ne sert pas l'investissement productif mais à la spéculation financière.

## Un écran de fumée

Pour éviter que les salariés ne se rendent compte de cette évidence, la Droite, les principaux médias jettent un rideau de fumée en posant la question : qui sont les responsables, les producteurs ou les hyper-marchés ?

Ce rideau de fumée présente déjà l'avantage de focaliser le débat sur la responsabilité des agriculteurs et des hyper-marchés, évitant de mettre en cause les grands groupes de production. Danone ou Nestlé, par exemple, n'aurait rien à voir dans l'augmentation de 40 % des yaourts alors que le prix du lait ne représente que le tiers du prix du yaourt.

Il n'est nul besoin, pourtant, d'opposer agriculteurs, groupes industriels et hyper-marché pour expliquer l'augmentation des prix. C'est à des degrés divers (les producteurs de fruits et légumes par exemple, sont écrasés par la grande distribution) l'augmentation des profits des céréaliers, des pétroliers, comme ceux des grands groupes industriels ou des hyper-marchés qui explique l'augmentation des prix.

## Les « solutions » de la Droite

## Augmentez les salaires !

---

On ne sait plus s'il faut maintenant prendre la peine de démonter les solutions avancées par Sarkozy tant l'opinion ne les prend plus au sérieux. Le mieux semble, malgré leur vacuité, d'en passer quand même par là.

La Droite, bien évidemment, fait tout pour que les véritables responsables, les profits ne soient pas mis en cause.

Elle continue d'affirmer que le pouvoir d'achat des salariés augmentera grâce à l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires. Cette « solution » se heurte à deux obstacles majeurs. La faiblesse de la croissance qui diminue l'activité des entreprises tout d'abord, la volonté de Sarkozy, ensuite, de supprimer l'horaire légal de travail (les 35 heures) et du même coup les heures supplémentaires.

La Droite présente l'instauration de l'intéressement dans les PME comme une solution miracle et oublie au passage la prime de 1000 euros promise en décembre dernier par Sarkozy aux salariés de ce secteur. Toutes les études indiquent, pourtant, que dans les entreprises où l'intéressement a été mis en place, les salaires augmentent moins vite que dans les autres. Ce qui est donné d'une main est repris de l'autre.

Comme le Medef, la Droite veut « faire jouer la concurrence ». Mais la concurrence, c'est la liberté du renard dans le poulailler. Chaque entreprise veut se transformer en renard pour éviter de finir dans l'estomac d'une autre entreprise et la concurrence mène forcément aux concentrations, aux fusions-acquisitions, aux ententes entre les quelques grands groupes qui subsistent. Des pétroliers à la téléphonie-mobile en passant par les hyper-marchés, les exemples (mis en lumière...) ne manquent pas. Les monopoles publics ont été cassés sous prétexte de baisse des prix : les résultats sont visibles dans les télécommunications, la poste, l'énergie. Le pire est d'ailleurs à venir avec l'augmentation du prix du gaz pour satisfaire l'appétit des actionnaires de Suez.

La Droite veut, enfin, imposer un « double étiquetage ». L'inefficacité du procédé a pourtant déjà fait ses preuves lors du passage à l'euro.

## Les salaires doivent augmenter

Les salaires ne sont pas responsables de l'inflation. Personne, aujourd'hui, ne peut prétendre le contraire. Les salariés ne doivent donc pas subir les conséquences de l'augmentation des prix due à l'augmentation des profits. Il n'y a pas pour cela d'autres solutions que d'augmenter les salaires : 100 euros d'augmentation immédiate pour le Smic, pas de salaire mensuel inférieur au Smic, organisation d'une réunion entre l'Etat, les syndicats, les organisations patronales pour augmenter l'ensemble des salaires.

Pour éviter que ces augmentations de salaires (et des minimas sociaux) soient reprises aussitôt par une augmentation des prix, les salaires doivent être indexés sur un indice fiable et non sur l'indice Insee pour qui les dépenses de logement représentent 14 % des dépenses d'un ménage.

La TVA doit immédiatement baisser de 10 points sur les produits de première nécessité. L'interdiction de compenser la baisse de la TVA par une hausse des prix doit être contrôlée par un corps de fonctionnaires spécifiques dont les effectifs (exsangue depuis 1986 et la fin du contrôle des prix) doivent être renforcés.

La taxe flottante sur les produits pétroliers (TIPP) instaurée par la gauche et supprimée par la Droite doit être de nouveau mise en oeuvre. Elle permettra de faire baisser les taxes lorsque les prix du brut augmenteront.

## **Augmentez les salaires !**

---

Les prix des produits vitaux tels ceux des logements et de l'énergie doivent être fixés par l'Etat.

La main visible de la démocratie doit se substituer à la « main invisible du marché » dont tout le monde peut constater les dégâts.

**Jean-Jacques Chavigné**